

April 30, 2014

Monsieur Magaye GAYE
Directeur Général
GMC Conseils
Dakar
SENEGAL

***Sujet: Votre lettre sur le report de présentation du Projet de Renforcement du
Système de Santé de la République de l'Ouganda***

Monsieur,

Nous vous remercions de votre lettre datée du 9 avril 2014 sur le Projet de Renforcement du Système de Santé financé par la Banque mondiale en Ouganda, dont la présentation au Conseil d'Administration a été reporté.


Tel que le Président de la Banque Mondiale, Dr. Jim Yong Kim, a récemment fait remarquer, il s'agit d'un cas très spécifique. Le changement de loi peut avoir une incidence sur notre capacité à soutenir un crédit supplémentaire pour un projet dans le cadre duquel il pourrait y avoir de la discrimination qui pourrait renverser ou ralentir les progrès réalisés dans la lutte contre la propagation du VIH/SIDA. La Banque mondiale maintiendra son excellente relation et appui aux efforts de développement de la République de l'Ouganda. Cette relation s'étend maintenant sur plus de 50 ans, et notre détermination est plus forte que jamais à aider l'Ouganda à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour une prospérité partagée.

En collaboration avec l'OMS, l'ONUSIDA et d'autres partenaires au développement, la Banque Mondiale appuie les efforts de l'Ouganda pour améliorer la prestation de services et la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles. Nous craignons que la nouvelle loi puisse renverser ou ralentir certains acquis réalisés par l'Ouganda dans l'amélioration des services de santé, y compris dans la lutte contre le VIH/SIDA. À notre avis, la nouvelle loi peut potentiellement augmenter la discrimination et ainsi limiter l'accès aux services de santé essentiels, en particulier pour les patients infectées au VIH/SIDA.

Par conséquent, comme nous l'avons noté dans notre lettre du 27 mars 2014, nous sommes en train d'évaluer l'impact de la loi sur le programme de santé appuyé par la Banque Mondiale en Ouganda. Nous avons engagé, en étroite collaboration avec les dirigeants et hauts fonctionnaires de l'Ouganda, un examen indépendant de l'impact de la loi sur les services de santé. Nous travaillons également avec les principales parties prenantes en Ouganda, incluant le secteur public, les prestataires de services de santé privés, dans le cadre de l'évaluation qui est en cours.

Encore une fois, nous vous remercions de votre intérêt pour cette question.

Nous vous prions d'agréer, Excellence, l'expression de notre haute considération.,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Dongier', is positioned above the printed name.

Philippe Dongier
Directeur des Opérations pour le Burundi,
l'Ouganda et la Tanzanie
Région Afrique

Cleared with and bcc: P. Hay (ARSC) and A. Ndiaye (AFMUG)

bcc: Messrs./Mmes. M. Diop, J. Walliser, J. Laufman, S. Warlop, P. Lamptey, E. Hammond, S. Ba (AFRVP); I. Ishemwabula (AFCE1), A. Ndiaye, M. Babirye (AFMUG), S. Shah, S. Hye (AFCTZ), P. Hay, S. Gashishiri (AFRSC), V. Songwe, N. Diouf, R. Barbosa (AFCF1); AFRVP Correspondence Unit, EXC Correspondence Unit

Correspondence Reference No.: EXC-2014-00549

Drafted by: Monthe Biyouidi, Sr. Operations Officer, AFCE1
Contact person: Sajjad Ali Shah, CPC, x35878